

FICHE DE PRESENTATION PERSONNELLE



Forum : Forum sur la liberté d'expression et le droit à l'information

Thématique : Assurer la liberté d'expression et une information fiable

Nom du/de la citoyen.ne : Sofia Biba

| | |
|---|---|
| Situation familiale <ul style="list-style-type: none"><input checked="" type="radio"/> Marié/en couple<input type="radio"/> Célibataire<input type="radio"/> Avec enfants, si oui combien | Niveau d'étude <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Primaire<input type="radio"/> Secondaire<input checked="" type="radio"/> Universitaire |
|---|---|

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet dans votre vie personnelle et professionnelle ?

En tant que spécialiste de la cybersécurité au service du Kremlin, il est pertinent que je regarde la liberté d'expression principalement sous l'angle de la sécurité nationale et de la stabilité sociale.

L'actualité mondiale se déroule désormais en grande partie sur Internet, ce qui permet à un plus grand nombre de personnes d'accéder à l'information. Cependant, cela ne garantit pas suffisamment la véracité et la fiabilité des informations. La libre circulation de l'information peut être utilisée comme une arme par des acteurs étrangers et des groupes extrémistes pour semer la discorde et organiser des attaques; des mesures visant à identifier et à limiter ces menaces sont donc nécessaires.

La désinformation et les fausses nouvelles peuvent être utilisées pour manipuler l'image de notre pays, afin d'aider ceux qui cherchent à nous détruire. Le Kremlin soutient les outils réglementaires et la surveillance de l'espace numérique par l'État afin de protéger notre pays et d'empêcher toute ingérence extérieure dans nos affaires intérieures.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Nous devons restreindre les plateformes en ligne, où se propagent le plus grand nombre de fausses informations et de discours haineux. Tous les grands réseaux sociaux doivent enregistrer et supprimer tout contenu illégal ou déstabilisateur sur demande. Les gouvernements doivent développer de meilleurs outils pour aider à détecter et à contrer la désinformation et les cybermenaces.

Nos lois ne doivent pas prendre de retard sur les progrès technologiques, ce qui constitue un contenu extrémiste, préjudiciable ou déstabilisateur doit être clairement défini, et les lois doivent prévoir des sanctions pour ceux qui continuent à le diffuser. Les États doivent contrôler leurs espaces en ligne et avoir le droit de bloquer ou de restreindre les plateformes et les contenus étrangers qui nuisent à la stabilité.

Enfin, en tant que spécialiste de la cybersécurité, je propose une réglementation plus stricte de l'utilisation des VPN. Si ces outils peuvent se justifier pour sécuriser les communications, ils sont le plus souvent utilisés pour diffuser des contenus extrémistes ou échapper à la surveillance légitime de l'État. Les gouvernements devraient avoir le droit d'autoriser, de surveiller ou de restreindre les services VPN afin de s'assurer qu'ils ne sont pas utilisés à des fins préjudiciables.